



DÉLÉGATION SUISSE
près l'AELE et le GATT

an	SRG 7/11 MLO			a/a
Datum	19/12			
Visa	D. TITIA			T. M. R.
EDA - TIO				
Ref.	p. 713-133.52(8e)			

9-11, rue de Varembe
1211 GENÈVE 20
Case postale 194
Tél. (022) 733 52 00

132.8-FLR/par

Genève, le 11 décembre 1991

Note

CNUCED VIII: le dîner que vous présiderez le mercredi 11 décembre

Note à: Monsieur le Secrétaire d'Etat Blankart

Dans la perspective du dîner que vous allez donner, je vous remets cette note, aussi succincte que possible, qui vous apportera j'espère les éléments nécessaires afin que votre perception de la CNUCED, notamment de la CNUCED VIII, soit tout-à-fait à jour.

Vous trouverez ci-dessous les informations suivantes:

- Climat à la CNUCED
- Etat des travaux à la CNUCED
- Vues suisses et du groupe B sur la CNUCED VIII
- Vues du groupe des 77 sur la CNUCED VIII
- Message que vous pourriez faire passer

1. Description du climat à la CNUCED

La CNUCED n'est plus ce qu'elle était. Elle n'éveille plus guère l'intérêt des capitales. La participation d'experts des capitales aux TDB semestriels se fait de plus en plus mince, la crédibilité de la CNUCED en tant qu'organisation de coopération économique internationale est aujourd'hui réduite à très peu de choses, non seulement pour le groupe B, mais aussi pour beaucoup de membres du G-77. Au sein du concert international, la CNUCED est en passe d'être marginalisée.

Certains éléments nous poussent cependant à faire preuve d'un certain esprit constructif en vue de la CNUCED VIII:

- La Suisse reste l'Etat-hôte de la seule organisation économique internationale universelle existante, qui soit dotée d'un mandat suffisamment large pour traiter des questions d'interdépendance dans l'optique du développement. C'est la seule Organisation des Nations Unies à laquelle nous participons de plein droit, comme les autres Etats membres;
- Tant les Etats-membres que le Secrétariat sont conscients de l'urgence d'introduire des réformes à la CNUCED, sous peine de la voir se marginaliser irrémédiablement; les



esprits sont donc ouverts aux propositions innovatrices, dans une atmosphère débarrassée des querelles idéologiques;

- On retrouve cette atmosphère de réformes autour de tout le domaine économique et social du système des Nations Unies, ainsi que dans les couloirs du GATT dans l'optique d'une future organisation mondiale du commerce (le groupe B estime que cette question ne doit pas être abordée à la CNUCED avant qu'une décision ne soit prise au GATT). Tous sont conscients qu'une réforme de la CNUCED devra s'insérer dans le contexte d'une réforme plus vaste;
- Le fait que la CNUCED VIII se tienne en Amérique latine et que le successeur du Secrétaire général Dadzie devrait provenir de ce continent encourage les latino-américains à accomplir un dernier effort pour revitaliser "leur" CNUCED; ceux-ci sont déjà bien parvenus dépoussiérer les idées du groupe des 77, en l'espace de quelques mois (questions institutionnelles, système des groupes) ; (N.B. le mandat de M. Dadzie expire à la fin du mois de février 1992; on ignore s'il a l'intention de solliciter un nouveau mandat, mais la rumeur veut qu'il préfère s'en aller; pour lui succéder, on parle de M. Figueredo, Venezuela, ancien MAE, maintenant proche du Président, mais sans fonctions officielles, ou de M. Carlos Perez del Castillo, Uruguay, Directeur de la SELA jusqu'en été 1991);
- A en juger par les événements de ces derniers mois, la dynamique du changement à la CNUCED prend de la vitesse: invitation d'observateurs, pour la première fois, à une réunion du Groupe des 77; prise de conscience généralisée que les questions institutionnelles représenteront une question centrale à la CNUCED VIII, alors qu'elles n'apparaissent même pas sur son ordre du jour; acceptation sans protestation du refus de négocier sur la base de la plateforme du groupe des 77; changements au sein du groupe B qui ne parlera désormais plus d'une seule voix et ne se réunira en principe que pour échanger les points de vue; rencontres inter-groupes de toutes sortes; prénégociation de l'Acte final avant la CNUCED VIII proprement dite.

2. L'état des travaux à la CNUCED

La semaine précédente et cette semaine-ci sont consacrées à la première partie de la Session spéciale du TDB, destinée à préparer la CNUCED VIII. Il avait été décidé que lors de cette Session spéciale, dont la deuxième partie se tiendra en janvier, l'on prénégocierait le texte qui sera ensuite adopté à Cartagena, ne laissant pour la Colombie que les parenthèses les plus difficilement négociables.

Après que le groupe B eut refusé de négocier sur la base de la plateforme adoptée par le G-77 à Téhéran, le Secrétariat s'est mis à la rédaction du projet d'Acte final sur lequel nous travaillons actuellement. Il a été soumis aux délégations vendredi dernier 4 décembre. Sa partie consacrée aux questions institutionnelles a été soumise aujourd'hui mercredi.

Du fait que le groupe B ne parle plus d'une seule voix et n'a donc plus besoin de se concerter tous les matins, le G-77 a également renoncé à tenir des réunions quotidiennes. Deux groupes de travail ont été créés et se réunissent donc matin et après-midi durant la

Session spéciale. Les questions institutionnelles devraient être traitées dans les deux groupes de travail, dans la mesure où elles concernent tous les aspects des activités de la CNUCED.

3. Nos vues sur la CNUCED VIII

Cette brève description se concentre sur ce qui serait réalisable dans le cadre du groupe B, même si celui-ci ne parle et ne négocie dorénavant plus nécessairement d'une seule voix.

- Questions institutionnelles

La Suisse, à ce stade de ses réflexions, a l'intention d'être active dans le domaine des réformes institutionnelles, comme les Nordiques, la CEE, les Australiens, qui tous ont remis au Secrétariat des documents décrivant leurs opinions sur ce thème. Nous partageons en général les mêmes idées que le reste du groupe B:

- la CNUCED devrait se spécialiser dans l'analyse et la recherche pour devenir une bourse d'idées sur la problématique du développement;

- le système des groupes doit devenir plus flexible pour permettre des regroupements inter-groupes selon les thèmes et les intérêts;

- les débats doivent s'ouvrir à des acteurs non-gouvernementaux, notamment en provenance du secteur privé;

- un "business council" instauré par le Secrétariat ou le TDB et dont la composition différerait selon les thèmes, pourrait constituer une idée intéressante à approfondir.

- Bonne administration

Les USA et le Canada feront de ce thème leur cheval de bataille: concentration sur l'étude des politiques nationales, du secteur privé, des rôles respectifs du secteur public et du secteur privé, sur l'épargne et les investissements étrangers directs, sur les méfaits d'une mauvaise allocation des ressources (corruption) etc... Les autres membres du groupe B, y compris la Suisse, tendront en général à répartir de manière équitable les études et les responsabilités entre les politiques nationales et l'environnement international.

- Développement durable

Les Nordiques seront les plus actifs autour de ce thème horizontal, qui est pourtant limité par l'imminence du Sommet de la terre à Rio de Janeiro et par les travaux qui viennent de reprendre naissance au GATT, sous l'impulsion des pays membres de l'AELE. De ce fait, même les Nordiques semblent peu enthousiastes, et aucune grande surprise ne devrait nous attendre. A noter toutefois que les USA auraient l'intention d'utiliser la CNUCED, après Rio, pour exécuter certaines des tâches de follow-up décidées par l'UNCED (afin d'éviter la création d'une nouvelle OI), mais rien à ce sujet ne pourra se décider à Cartagena.

- Thèmes sectoriels
 - Ressources pour le développement: la négociation substantielle y est exclue par tout le groupe B. La Suisse pourrait toutefois partager son expérience en matière de désendettement, et peut-être jouer un rôle de médiateur entre les 77 et certains membres du groupe B (à voir dans le contexte d'une négociation éventuelle entre le groupe des 77 et les membres individuels du groupe B).
 - Commerce: protectionnisme, commerce et environnement, Uruguay Round. "Trade-Efficiency 2000" (voir plus bas) est traitée sous le chapitre commerce dans le projet d'Acte final de Cartagena.
 - Technologie: les PED ayant renoncé à l'idée de faire aboutir le Code de conduite sur le transfert de technologie, il est possible que la Suisse puisse jouer un rôle actif dans l'exercice de récupération de ce qui est encore utilisable du projet de Code. L'Ambassadeur Baldi avait en effet été le coordonnateur du groupe B dans les négociations sur le Code. TRIPS.
 - Services: GATS, transports maritimes.
 - Produits de base: personne n'a de nouvelles idées réalisables. La CEE insistera probablement sur le STABEX, les USA sur la diversification.
- Autres thèmes:
 - Partenariat pour les pays les moins avancés: suivi de la Deuxième conférence des Nations Unies sur les PMA (Paris, septembre 1990).
 - Coopération économique entre pays en développement: les discussions sur ce thème ne devraient pas pouvoir aller très loin, bien que le groupe B y tienne. L'idée d'une facilité pour le financement du commerce international (ITFF: International trade financing facility), soutenue par les 77, est jugée irréaliste par l'OCDE.
 - Un thème pourrait émerger à Cartagena: "Trade-Efficiency 2000". L'idée, lancée par un Suisse du Secrétariat de la CNUCED, M. Gurunlian, est soutenue par les 77. Elle n'a été soumise que récemment au groupe B, qui ne s'est pas encore prononcé à ce sujet. Cette question a fait l'objet d'une résolution de l'ECOSOC qui donne pour mandat à la CNUCED ainsi qu'aux Commissions économiques régionales des Nations Unies d'élaborer des projets de coopération interrégionale (la CEE/ONU travaille sur un secteur de cette idée, nommé EDI - Electronic Data Interchange - ou EDIFACT).

Ce thème concerne la facilitation du commerce et l'importance d'une harmonisation des procédures, formulaires, normes etc... qui régissent toutes les opérations liées à la commercialisation d'un produit et à sa vente dans un autre pays. Le but est d'intégrer les pays en développement et les pays en transition de l'Europe de l'Est dans les réseaux informatiques en voie de formation, dans les nations industrialisées, sous l'impulsion du secteur privé, et d'éviter que divers réseaux concurrentiels ne s'établissent, à des coûts prohibitifs (cf. expérience des TV couleurs PAL et SECAM).

Pour ce faire, le Secrétariat propose qu'une conférence internationale organisée sous l'égide de la CNUCED réunisse tous les acteurs impliqués, afin de parvenir à un système unifié et utilisable par tous à un coût raisonnable. De cette manière, estime le Secrétariat, des sommes énormes, actuellement gaspillées par la lenteur d'opérations commerciales de toutes sortes, pourraient être économisées au bénéfice de l'expansion du commerce international. A Cartagena, il s'agirait de se mettre d'accord, selon l'idée du Secrétariat, sur la création de quatre groupes de travail destinés à préparer la mise sur pied de cette conférence.

La CNUCED (et M. Gurunlian) jouit d'une certaine expérience en ce domaine, grâce au succès de son programme d'assistance technique ASYCUDA (SYDONIA en anglais) destiné à simplifier et à accélérer les opérations en douane. C'est pourquoi la CNUCED estime qu'elle est à même de jouer le rôle de coordonnateur indispensable pour mener à bien une telle opération.

Du côté suisse, ce projet n'a pas encore pu être examiné avec soin, mais les premiers avis de la part de spécialistes de cette question sont très favorables: M. Vuilleumier, actuellement à la Direction des douanes, a beaucoup travaillé dans ce domaine, ainsi que le soussigné qui fut Président de SWISSPRO (Association suisse pour la simplification des procédures du commerce international). Nous serions donc en mesure de jouer là un rôle actif, qui n'a pas encore été accaparé par des membres du groupe B.

- Les Nordiques, la CEE, la Suisse, souhaitent que la CNUCED VIII s'achève sur des réformes institutionnelles, mais aussi sur quelques résultats substantiels.

4. Les vues du Groupe des 77 sur la CNUCED VIII

A en juger par les derniers événements, ce groupe ne parlera plus d'une seule voix. Un coordonnateur est maintenu pour les questions d'organisation. Les Latino-américains parleront chacun pour soi. Il est probable que les Africains et les Asiatiques parleront par la voix d'un coordonnateur régional. Une sorte de troïka (coordonnateurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) se concertera chaque fois que nécessaire.

Ces vues sont bien entendu diversifiées et ne sont que schématisées ci-dessous.

- Le groupe africain: ce qui lui importe avant tout, c'est l'argent sous forme d'APD qui sera promis à Cartagena. Il craint que des réformes ne se fassent à son détriment.
- Le groupe asiatique: étant très diversifié dans sa composition, il se montre pour le moment assez discret.
- Le groupe latino-américain: il est le plus proche du groupe B, mais certaines de ses demandes sont inacceptables: la CNUCED devrait selon eux devenir forte, jouer un rôle de coordination sur la scène internationale en matière de politiques économiques; d'autre part, les décisions issues de négociations à la CNUCED devraient être

assorties de mécanismes de surveillance du suivi effectué dans les pays et au sein du Secrétariat.

- Les demandes de substance du groupe des 77, telles qu'elles apparaissent dans la plateforme de Téhéran, sont simplement énumérées et représentent les préoccupations les plus diverses, sans souci d'établir des priorités ou de veiller à leur cohérence. Plusieurs représentants des 77, dont notamment les Latino-américains, reconnaissent en privé que cette plateforme est inutilisable.
- La plupart des 77 - ainsi que les Nordiques - s'accordent cependant à estimer que la CNUCED VIII ne sera un succès qu'à la condition que tous les participants fassent preuve d'engagement politique.
- Une pomme de discorde sera probablement constituée par la question des négociations, qui est une des trois fonctions essentielles de la CNUCED aux termes de son mandat. Selon le groupe B, elles devraient être rares et mûries, alors que beaucoup de pays en développement craignent que la CNUCED ne perde toute sa valeur avec leur quasi-disparition. Un dialogue approfondi est indispensable pour éclaircir les idées et apaiser les craintes.

5. Le message que vous pourriez faire passer

- L'attention des pays industrialisés ne pourra à nouveau être attirée sur la CNUCED que par la qualité des idées et des travaux émergeant de cette Organisation, et non pas par la négociation de textes, à Cartagena ou à Genève, qui ne sont respectés par personne.
- Afin de parvenir à ce regain de crédibilité, il appartient aux 77 de faire du "marketing" en faveur de la CNUCED, puisqu'il s'agit d'une institution dédiée au développement, pour inciter les pays industrialisés à s'y intéresser.
- Au lieu de présenter une pléthore de revendications au groupe B, les 77 doivent s'entendre sur des demandes prioritaires, et les présenter au groupe B. Celui-ci sera ainsi contraint de prendre ces demandes plus au sérieux et de leur assurer une réponse digne de ce nom. C'est de ce type de processus que pourront peut-être surgir de bonnes nouvelles idées, dont tous sont à court pour l'instant.
- Le Secrétariat doit pencher en faveur du développement et non plus des pays en développement. Il doit ainsi produire des analyses objectives, qui puissent être utilisées autant par les PI que par les PED.
- Expliquer la manière dont l'OCDE fonctionne et progresse, et comment ses conseils sont suivis dans les Etats membres, même en l'absence de négociations. Mais nous ne nous opposons pas à toute négociation à la CNUCED. Développer nos idées sur la maturation de certains thèmes, qui seraient ensuite aptes à être négociés, et peut-être même assortis de mécanismes de surveillance du suivi, et dont les résultats seraient beaucoup plus pris en compte que les résolutions actuelles.

- 7 -

- L'engagement politique de la part des pays industrialisés ne sera pas accordé in abstracto à Cartagena, pour faire plaisir aux 77: s'il est accordé, ce ne sera qu'autour d'idées ou de projets précis. La volonté politique se cristallisera concrètement sur certains objets des travaux de Cartagena. Il appartient aux 77 de rechercher quels pourraient être ces objets, puis de vendre ces idées en tant que revendications prioritaires au groupe B.
- Une de ces idées pourrait être "Trade-Efficiency 2000": c'est un domaine nouveau, concret, loin des idéologies du passé, couvrant tous les thèmes sectoriels de la CNUCED, ayant un lien direct avec la bonne administration et la bonne allocation des ressources. Ce thème allie la recherche, la négociation et l'assistance technique. Il s'appuie sur la technologie et l'informatique (la CNUCED a entrepris plusieurs programmes informatiques d'assistance technique). Un succès dans ce domaine serait aussi profitable aux pays industrialisés qu'aux PED. Le secteur privé serait impliqué, ce que souhaite le groupe B. Un aspect secondaire très important, mais surtout à ne pas évoquer devant les PED, est celui de la lutte contre la corruption.
- Les réformes institutionnelles ne sont pas négociables par le G-77 contre des concessions du groupe B dans les cinq secteurs substantiels (ressources, commerce, technologie, services, produits de base). Les réformes institutionnelles sont une condition sine qua non à la revitalisation de la CNUCED, et à l'obtention de résultats concrets.

										a/a
EDA		19.12.91		-9						
Ref.										

William Rossier
Ambassadeur

- Copie à:
- Mission suisse, Genève, New York, Paris (OCDE), Vienne
 - Ambassade suisse, Bogotà
 - DFAE, DDA, affaires multilatérales
 - DFAE, DOI, section des OI
 - DFAE, SEF
 - imb, gjd, hae, bea, flu